

Face au plan de la direction d'Airbus, la Région Occitanie pour un bouclier social et la planification écologique !

Lors de l'Assemblée plénière du Conseil régional du 16 juillet 2020, les élu-es de La France Insoumise ont proposé et fait adopter un vœu face aux plans de suppression d'emplois dans la filière aéronautique. Seuls les élus du RN et de droite ne l'ont pas voté. La Région demande le maintien des emplois et le niveau des salaires. Elle condamne les Accords de Performance Collective comme celui de l'entreprise Derichebourg. Nous adressons notre soutien fraternel aux salarié-e-s concernés.

Voici le texte intégral du vœu adopté :

Face au plan de la direction d'Airbus: bouclier social et planification écologique

La nouvelle est tombée le 1er juillet : 15000 postes seraient supprimés dans le monde dont 5000 en France. A Toulouse ce n'est pas loin de 3500 emplois qui sont menacés. Toute la Région Occitanie est en danger. Cette annonce survient alors que l'État s'est engagé à verser 15 milliards d'aide pour la filière aéronautique et que notre collectivité développe un plan d'aide pour l'aéronautique et le spatial (plan de soutien de 99 millions d'euros).

Or, si Airbus est en difficulté au sortir de la crise sanitaire, Airbus a également connu une croissance exponentielle ces dernières années et des bénéfices importants. Selon les syndicats de salariés, son carnet de commande est par ailleurs plein pour plusieurs années mais les livraisons sont refusées.

Il est nécessaire d'engager un travail collectif et une concertation avec les salariés sur le maintien de l'emploi et le niveau des salaires, au vu des aides mobilisées par l'Etat et les collectivités territoriales.

Le chantage à l'emploi, comme il se pratique parfois (notamment avec la mise en place d'Accords de Performance Collective, dispositif introduit dans la loi par la réforme du code du travail au début du mandat d'Emmanuel Macron) n'est pas acceptable non plus.

D'autres choix sont possibles comme le partage du temps de travail, la conversion avec des pistes autour des différents projets d'avions plus écologiques...

Le conseil régional réuni en assemblée plénière demande à Airbus de revoir sa position au vu des aides multiples engagées et de travailler avec l'état, les collectivités et les salarié-e-s à des solutions de maintien des activités.